

## EVOLUTION DES INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE AU 30 JUIN 2011

*Au premier semestre 2011*, les activités économiques se sont consolidées dans toutes les branches. Par contre, il a été enregistré une stagnation de la production du café et une baisse de la production d'eau.

En effet, dans le **secteur primaire**, la production de coton graine a nettement progressé de 42 %, à 10 125 tonnes et la production sylvicole s'est redressée de 36,6 %, avec une production de 272 410 m<sup>3</sup>. Par contre, la production de café a stagné autour de 4 648,0 tonnes, soit une légère hausse de 0,3 %.

**Au niveau du secteur secondaire**, la production de diamant brut a connu une hausse de 15 %, ressortant à 173 640,9 carats. La production aurifère a, quant à elle, plus que doublé, pour atteindre 29,3 kg, en liaison avec l'entrée en activité de la fonderie « ANANT EXIM » créée en 2010. La filière sucrière a vu sa production progresser de 3 %, avec une quantité de 10 129 tonnes. En outre, le chiffre d'affaires global des industries manufacturières s'est accru de 3,4 %, à 16 725,3 millions de FCFA ; la production de l'électricité a modérément augmenté de 2,8 %, à 70 286 Mégawatt-heures ; et la vigueur de la branche des Bâtiments et Travaux Publics s'est maintenue. En revanche, la production d'eau a baissé de 3,4 %, revenant de 5 millions m<sup>3</sup> en juin 2010 à 4,8 millions de m<sup>3</sup>. Par ailleurs, en dépit de la reprise des activités de la société CENTRAPALM au deuxième trimestre de cette année, après une année d'inactivité, la situation de la production ne lui permet pas encore de faire face à ses obligations.

**S'agissant du secteur tertiaire**, les ventes des entreprises commerciales se sont légèrement améliorées de 1,1 %, s'établissant à 32 104,2 millions de FCFA. Les marchandises acheminées par voies routière et aérienne ont connu une hausse respective de 9,4 % et 19,3 %. Le dynamisme de la branche des télécommunications s'est poursuivi, avec une légère hausse du chiffre d'affaires de 1,2 %, à 15 685 millions de FCFA. Par contre, le nombre de véhicules neufs vendus a fortement baissé de 33,3 %, revenant de 159 unités à fin juin 2010 à 106 en juin 2011, en rapport avec la forte concurrence du secteur informel.

*Sur le front des prix à la consommation*, il a été observé une réapparition des tensions inflationnistes au premier semestre 2011, en relation avec l'augmentation des prix des produits alimentaires importés et la persistance de l'insécurité dans certaines zones de production de produits de base. Ainsi, en glissement annuel, les prix à la consommation ont augmenté de 2,9 % contre - 0,4 % en juin 2010.

**Au niveau de la gestion des finances publiques**, les recettes propres recouvrées à fin juin 2011 ont progressé de 9,3 % à 55 milliards, grâce aux actions vigoureuses de mobilisation des ressources intérieures par les régies financières. Dans le même temps, les dépenses publiques ont nettement augmenté de 24,7 %, s'établissant à 73,6

milliards. Cette hausse est étroitement en relation avec la prise en charge des dépenses d'organisation des élections législatives et présidentielle de janvier et mars 2011 ainsi que celles liées à la sécurité. En conséquence, le déficit public, base engagements, hors dons, s'est inscrit à 13,5 milliards, en dégradation par rapport au déficit de 4 milliards obtenu au 30 juin 2010. Ce déficit a été comblé par des appuis-projets pour 9,8 milliards, ainsi qu'un tirage net sur le système bancaire de 8,5 milliards, comprenant essentiellement un recours au dépôt de l'Etat auprès de la BEAC pour un montant de 10,4 milliards.

*Quant aux échanges extérieurs* à fin juin 2011, les statistiques collectées par les voies routière et fluviale indiquent un accroissement de 7,2 % du volume total de biens échangés, ressortant à 207 934 tonnes. Il convient de souligner que cette hausse a été essentiellement tirée par le volume de biens importés, en raison de la stagnation des quantités de biens exportés.

*Par ailleurs, les principaux obstacles au bon fonctionnement du secteur productif* relevés par les entreprises enquêtées par la BEAC concernent i) le déficit énergétique ayant pour corollaire l'alourdissement des charges de fonctionnement des entreprises, ii) la forte concurrence du secteur informel, iii) la faible couverture de l'arrière-pays par les banques et leur frilosité à octroyer des crédits d'investissement et, iv) la persistance de l'insécurité dans le Nord-Est. A ces difficultés récurrentes, il convient d'ajouter la découverte de la trachéomycose (une maladie du caféier) dans les zones caféières de l'Est du pays et l'étiage précoce du fleuve Oubangui qui a entraîné la suspension prématurée des activités de la SOCATRAF.

*En ce qui concerne les perspectives à court terme de l'économie centrafricaine, mises à jour dans le cadre de l'exercice de la Programmation monétaire,* elles sont favorables, en dépit de l'incertitude qui plane sur l'économie mondiale et des tensions sur les marchés financiers. Au plan interne, les hypothèses qui ont fondé la mise à jour du cadrage macroéconomique reposent essentiellement sur la baisse des appuis extérieurs (en termes de dons et projets), en raison du retard enregistré dans la conclusion du nouveau programme avec le FMI, condition sine qua non du décaissement annoncé par certains partenaires financiers.

Ainsi, le taux de croissance de l'économie centrafricaine n'atteindrait que 3 % au lieu de 3,3 % en prévisions révisées, du fait du recul de participation des investissements publics. De même, la résurgence des pressions inflationnistes, initialement anticipée devrait se maintenir, avec un taux d'inflation de 3 % en moyenne annuelle, alimenté par la hausse des prix mondiaux alimentaires et les répercussions de l'insécurité dans le Nord-Est du pays. Au niveau des finances publiques, les recettes budgétaires ne seraient recouvrées qu'à hauteur de 112,7 milliards (au lieu de 116,5 milliards en prévisions révisions révisées), imputable à la diminution de l'apport des recettes non fiscales. Toutefois, les autres facteurs internes de risques qui pèseraient sur ces bonnes perspectives concernent les répercussions de la crise de l'électricité et de l'insécurité dans certaines parties de l'arrière-pays.